



COMMUNIQUÉ
Paris, le 25/09/2023

CHÈQUE CARBURANT DE 100 € : UN MONTANT TROP FAIBLE ET TROP PEU D'USAGERS CONCERNÉS POUR « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES », QUI APPELLE TOUJOURS À UNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ SUR LES CARBURANTS.

Dans une interview accordée hier soir à Anne-Claire COUDRAY et Laurent DELAHOUSSE sur TF1 et France 2, le Président de la République Emmanuel MACRON est revenu sur les difficultés rencontrées par les Français pour faire face à l'inflation, et en particulier aux coûts très élevés des carburants routiers.

Pour aider les automobilistes à affronter ces prix au plus haut depuis des mois, Emmanuel MACRON a annoncé la mise en place d'une aide financière « d'un montant maximum de 100 € pour les travailleurs des 5 premiers déciles ». Le Président a par ailleurs déclaré qu'il ne « souhaitait pas favoriser les déplacements de confort ».

Aujourd'hui, lundi 25 septembre 2023, l'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce la faiblesse du geste octroyé par l'État au regard de l'ampleur de l'impact des prix des carburants sur le budget des ménages français, et les propos déconnectés de la réalité du Président de la République, qui semble ne pas comprendre que les impératifs de mobilité des Français. L'association appelle toujours à la mise en œuvre d'une vaste réforme de la fiscalité sur les carburants pour soulager efficacement et durablement les usagers de la route.

Une aide de l'État, pour qui, pour quoi ?

La future aide de 100 € évoquée hier par Emmanuel MACRON pour aider les Français à faire face à leurs dépenses de plus en plus élevées en carburants n'est pas sans rappeler celle déjà mise en place en janvier 2023.

« Il fallait alors que les usagers éligibles se rendent sur un site internet Gouvernemental pour demander le versement de 'l'indemnité carburant'. En apparence, cela pouvait sembler accessible, mais l'opération a été un échec retentissant : alors que le Gouvernement attendait environ 10 millions de demandes, à peine 7 millions de personnes avaient finalement réalisé la démarche sur les 40 millions d'automobilistes français. C'est la preuve qu'une indemnité de ce genre ne représente pas d'intérêt concret pour les consommateurs et que les critères d'éligibilité sont trop restrictifs pour toucher tous ceux qui en ont réellement besoin », estime Philippe NOZIÈRE, président de « 40 millions d'automobilistes ».

Mais l'État ne semble pas apprendre de ses erreurs. Ou plutôt, il n'est pas très enclin à améliorer le mécanisme d'aides, ce qui permettrait à davantage d'usagers d'en bénéficier. Car cette fois encore, les conditions à remplir pour pouvoir prétendre toucher l'aide sont particulièrement floues...

« Qui sait à quel 'décile' il appartient ? À qui un chèque de 100 € pour l'année va-t-il vraiment être utile, alors que tous les prix du quotidien – alimentation, carburants routiers, électricité... – ne cessent d'augmenter depuis des mois ? Et qu'est-ce qu'un 'déplacement de confort', que le Président ne veut pas subventionner : les grands-parents qui vont chercher les enfants à l'école parce que les parents travaillent (au passage, notons que les retraités sont les grands oubliés de la mesure !), aller faire ses courses et consommer pour reverser 20 % de TVA sur chaque produit acheté ? Il n'y a pas de déplacement superflu, seulement des besoins en mobilité auxquels le plus souvent seule la voiture individuelle peut répondre », analyse Pierre CHASSERAY, délégué général de l'association.

Une réforme de la fiscalité des carburants est indispensable

Face à la faiblesse de l'annonce présidentielle, « 40 millions d'automobilistes » alerte l'État sur les conséquences sociales que pourraient avoir ce manque de considération envers les usagers de la route.

« Emmanuel MACRON doit répondre à l'ultimatum social. La question du prix des carburants est devenue une véritable poudrière. La flambée des tarifs à la pompe a pris une telle ampleur que les automobilistes se retrouvent dans l'attente d'une intervention forte du Gouvernement. Or, la promesse d'un nouveau 'chèque carburant' ne répond pas à cette attente. De vraies tensions sociales sont palpables, qui rappellent l'état d'esprit des Français à la veille de l'émergence des Gilets jaunes. Si l'État s'entêtait trop longtemps dans son refus de leur venir en aide, les conséquences pourraient être dramatiques », alerte Philippe NOZIÈRE.

Concrètement, l'association demande à l'État de prendre part à l'élan de solidarité qu'il demande notamment aux industriels, en assumant de ne pas encaisser davantage de recettes fiscales que ce qui avait été budgété.

« 40 millions d'automobilistes » rappelle que seule une réforme de la fiscalité sur les carburants routiers (baisse du taux de la TVA à 5,5 % au lieu de 20 % ou baisse de la TICPE) pourrait permettre de faire baisser les prix à la pompe de manière sensible et durable.



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com